

INVITÉ DE VAR-MATIN

François Hollande nous répond



PAGES
2 À 4

**Ce qu'il pense
de Sarkozy**

**Son appel
à Mélenchon**

**2 000 personnes
au meeting à Nice**

(Photo François Vignola)

« Rassembler et changer »

Bilan de Sarkozy : « Un élément du débat »

Quand Nicolas Sarkozy dit que vous êtes nul, ça vous blesse ?

J'ai dit que ça révélait un trait de sa personnalité. Je suis dans le respect, il devrait l'être aussi. Dans la vie politique il ne faut jamais sous-estimer son adversaire. Je fais son évaluation, son bilan, mais je ne sous estime pas certaines de ses qualités, notamment en termes de campagne. Mais on ne peut pas masquer en quelques semaines ce qui a été un échec sur un mandat de cinq ans.

Nicolas Sarkozy est une cible privilégiée de vos meetings. Cette campagne n'est-elle pas un peu trop violente ?

Je ne mets pas en cause la personne mais sa politique. Nous sommes dans une élection présidentielle où il y a un sortant. C'est différent de 2007 où c'était projet contre projet. Là le bilan

est forcément un élément du débat. Ce serait trop simple qu'un président en fin d'exercice dise : je vais faire le contraire de ce à quoi je m'étais engagé, et je ne vais pas répondre de mes choix ou de mes résultats. Non, son bilan l'engage, et c'est être à la hauteur du débat politique que d'en faire le jugement.

Dans le style, qu'est-ce qui vous différencie vraiment de Nicolas Sarkozy ?

D'abord une façon de respecter les autres, d'être à l'écoute de ceux qui s'adressent à moi. J'ai également le souci de ne pas blesser, de ne pas diviser. Je n'ai pas la même conception de l'autorité. L'autorité n'est pas la cassure, pas la séparation, pas l'humiliation. C'est d'avoir la fermeté nécessaire mais également la proximité indispensable.

Quelles sont les valeurs que vous ne partagez pas

avec Nicolas Sarkozy ?

Nous n'avons pas la même idée de la République pour demain. Moi je n'ai jamais parlé de laïcité positive mais toujours de la laïcité dont il n'y a pas à qualifier la rigueur ou le principe. Je n'ai jamais parlé d'un rôle qui devait être supérieur pour le curé ou le pasteur par rapport à l'instituteur. Je n'ai jamais joué des communautés, voire du communautarisme. Quand au principe d'égalité, je considère que les choix fiscaux faits en faveur des plus fortunés ont été très malencontreux.

Nicolas Sarkozy a déclaré mardi que « la France a besoin d'un président qui sait dire non ». Serez-vous capable de dire non ?

Nous avons d'abord besoin d'une président qui est capable de dire oui ! Notamment pour ce qui concerne l'emploi des jeunes, les moyens dans l'école publique, la

solidarité, la justice fiscale. Le problème ce n'est pas de savoir si on dit oui ou non, c'est de savoir à quoi on dit oui et à quoi on dit non.

Nicolas Sarkozy annonce si vous êtes élu une «épuration» parmi les grands serviteurs de l'Etat. Vous confirmez ?

Le président actuel a changé tous les préfets, quasiment tous les ambassadeurs, tous les directeurs d'administration centrale, et au ministère de l'Intérieur les mêmes personnes le suivent depuis 10 ans ! Le prochain gouvernement aura à faire des changements, mais il n'y a pas besoin de précipitation ni de désigner des responsables. Je n'aurai qu'un seul critère pour les nominations : celui de la compétence et de la loyauté à l'égard de l'Etat et non pas du chef de l'Etat.



« Je n'ai aucun doute sur ce que fera Jean-Luc Mélenchon »

L'enthousiasme que suscite Jean-Luc Mélenchon, les foules qu'il rassemble, ça vous surprend ?

Il y a une part de colère et de radicalité dans notre pays qui a envie de se faire entendre. Et qui se porte sur cette candidature-là, comme sur la mienne d'ailleurs. Ce n'est pas simplement un acte qui doit être posé, mais une politique qui doit être proposée. C'est ce que je fais.

Quel gage donner aux électeurs du Front de gauche ?

J'ai dit que je devais rassembler tous les électeurs. Cela se fera sur les propositions que j'ai présenté tout en tenant compte de ce qui a été entendu lors du 1^{er} tour. Ceux qui me soutiendront au second tour feront ce qu'ils voudront pour leur participation au gouvernement, mais ils seront dans la majorité

présidentielle, donc ils pèseront sur les choix.

Sur quelles mesures pourriez-vous vous rejoindre ?

Une élection présidentielle n'est pas une négociation entre partis. On ne se met pas autour de la table pour refaire les programmes. C'est un moment de rassemblement où l'on doit entendre les messages du 1^{er} tour et les traduire. Il y a une règle à gauche, le

désistement en faveur du mieux placé. Et je n'ai aucun doute sur ce que fera Jean-Luc Mélenchon. Mais ce sont ses électeurs qu'il faut convaincre.

La présence d'Arnaud Montebourg à vos côtés à Nice est-elle un signe ?

Je veux montrer que ma candidature a fédéré des sensibilités de toute la gauche au sein du PS. Il ne doit pas y avoir de doute sur l'ancrage qui est le mien et la politique que je conduirai.

« C'est à François Bayrou de se déterminer »

Attendez-vous un signe de François Bayrou et qu'êtes-vous prêt à lui offrir ?

François Bayrou a dit qu'il n'était ni UMP, ni PS et qu'il laisserait ses électeurs libres même s'il avait un moment annoncé qu'il prendrait position. C'est à lui de se déterminer. Mais comme il dit aussi qu'il sera présent au second tour, je lui laisse cet espoir. Il serait en tout cas prématuré et pas compris que je m'adresse à une candidature qui pour l'instant veut rester dans l'indépendance.

Il ne sera donc pas votre Premier ministre...

Non. Mon premier ministre sera socialiste.

L'éventuel faible score d'Eva Joly est-il de nature à remettre en cause l'accord PS/Écologistes ?

Je fais la distinction entre une campagne présidentielle qui est difficile pour un mouvement et la réalité politique de ce qu'est l'écologie. Un accord a été signé par les deux partis. Il appartiendra à Martine Aubry et à Cécile Duflot de veiller à l'application de cet accord.

« Besoin de la police sur le terrain »

Régularisez-vous massivement les « sans papiers » ?

Je ne suis pas du tout pour une régularisation massive mais au cas par cas, sur des critères qui seront les mêmes pour tous : la présence sur le territoire depuis plusieurs années, la vie familiale, le travail. Aujourd'hui, il y a 30 000 régularisations par an, avec un flou selon les préfetures et une application qui peut être discriminante.

Que proposez-vous contre le travail clandestin ?

Je créerai une brigade spécialisée pour mener une lutte beaucoup plus implacable contre les filières de travail clandestin.

Que ferez-vous pour l'emploi des jeunes et des seniors ?

J'ai proposé le contrat de génération qui permettra à un employeur qui garde un senior le temps qu'il puisse partir à la retraite, et qui embauche un jeune avec un CDI, de ne plus payer de cotisations sociales sur les

deux emplois. La génération des seniors transmettra son savoir-faire aux jeunes qui seront stabilisés dans l'emploi avec un CDI.

Que pensez-vous de la proposition de Sarkozy de puiser dans les réserves stratégiques de carburant pour faire baisser les prix ?

Il est bien temps ! Cette soudaine initiative révèle que nous pouvons agir, contrairement à ce que prétendait le candidat sortant. Puiser dans les stock stratégiques permettra de diminuer la tension, mais il nous faut regarder les comportements des intermédiaires et dans la distribution. Le blocage des prix est donc indispensable trois mois. Ensuite, je propose le retour de la TIPP flottante, afin que l'Etat ne gagne pas un seul euro de la hausse de la fiscalité sur les carburants chaque fois que le prix progresse.

Qu'allez-vous faire pour donner plus au pouvoir d'achat aux familles ?

Augmenter immédiatement de 25% l'allocation de rentrée scolaire. Ensuite mettre en place un tarif de base pour l'eau, l'électricité, le gaz afin que leur prix soit maîtrisé et encadrer les loyers notamment dans les zones à tension lors de la première mise en relocation.

Comment allez-vous financer la construction des 2,5 millions de logements sociaux en cinq ans ?

Aujourd'hui le logement social est financé par le Livret A de la caisse d'épargne. Je doublerai donc le plafond du livret A qui passera de 15 000 à 30 000 euros. Ceci permettra de dégager 20 milliards d'euros d'épargne. Je mettrai à disposition gratuitement les terrains de l'Etat pour les communes qui s'engageraient à bâtir et celles qui ne respectent pas les obligations de construction de logements sociaux verront les pénalités

prévues multipliées par cinq.

En matière de sécurité, comment comptez-vous faire mieux que Sarkozy ?

Comme ministre de l'Intérieur, Sarkozy avait créé 10 000 postes de policiers et de gendarmes. Comme président, il a laissé ses ministres de l'Intérieur en supprimer 12 000. Nous avons donc besoin de remettre de la police sur le terrain. Nous ferons mieux sur la lutte contre la récidive en augmentant les moyens donnés à la protection judiciaire de la jeunesse et des centres éducatifs fermés ou renforcés seront créés.

Reviendrez-vous sur la loi sur l'absentéisme scolaire à l'initiative d'Eric Ciotti ?

Est-ce que de rendre les parents encore plus pauvres par la suspension des allocations familiales les rendra plus vigilants ? Je ne le crois pas. En revanche, nous devons encadrer certaines familles pour leur permettre d'exercer leur autorité parentale.



La question de l'internaute

Jackie Hoffelinck : un couple avec deux enfants et 4000 € de revenus par mois est-il considéré comme « riche » et verra ses impôts augmenter ?

Une famille qui gagne 4 000 € avec trois parts aura une baisse d'imposition dans la réforme que je

propose. Il s'agit là des classes moyennes.

A partir de quel niveau de revenus est-on riche ?

Je propose une nouvelle tranche à 45 % au-delà de 150 000 € de revenus par an et la tranche à 75 % est destinée à ceux qui gagnent plus

de 1 million d'€ par an. Je veux également mettre en cause un certain nombre de niches fiscales qui ont profité à des catégories très favorisées de la population et seront plafonnées. Et les revenus du capital seront imposés comme les revenus du travail.

Il a répondu à leurs questions



L'entretien a été réalisé, de gauche à droite par : Olivier Biscaye, directeur des rédactions ; Denis Carreaux, rédacteur en chef ; André Fourmon, secrétaire général de la rédaction ; Christophe Caietti, directeur départemental ; Christian Huault, reporter politique.

Ferveur, foule et soleil au meeting de Nice

Des ballons siglés « Génération changement » flottant au soleil. Des drapeaux, une foule de 2 000 personnes scandant « François, président ». Le candidat socialiste a eu droit, hier à Nice, à un accueil enthousiaste des militants et sympathisants. Dans les premiers rangs du Théâtre de Verdure, des jeunes, des élus, des pointures nationales comme André Vallini, Arnaud Montebourg, Jean-Pierre Bel, président du Sénat. Et aussi Valérie



Arnaud Montebourg hier après-midi à Nice.

(Photo Patrice Lapoirie)

Trierweiler, sa compagne, discrète et attentive. Dans ce chaudron, François Hollande s'est d'abord attaché à dresser un réquisitoire de l'action de Nicolas Sarkozy. « Ce quinquennat est marqué par l'échec. Le président sortant veut occulter son bilan. A l'entendre, tout serait de notre faute, celle de Mitterrand, des 35 heures, de la retraite à 60 ans, et même de Léon Blum et des congés payés. Ce serait trop simple... ». Le ton est donné. A une ou deux reprises, des personnes du public vont tenter de l'interrompre par des cris. Il en faudrait plus pour troubler ce digne héritier d'une certaine « force tranquille ». Il poursuit, remonté à bloc, évite de prononcer le nom de son principal adversaire, le « candidat sortant ». Rien chez ce dernier ne trouve grâce à ses yeux : lutte contre le chômage, croissance, pouvoir d'achat, injustices... On dit François Hollande « lisse », on le découvre plutôt punchy.

Après le temps des critiques, il déroule les valeurs traditionnelles de la gauche : au « capitalisme débridé » il oppose « la démocratie qui est plus forte que les marchés ». (Applaudissements). Il dénonce « les revenus indécents ». Il s'adresse aux hospitaliers, aux enseignants, aux ouvriers, aux jeunes, aux chômeurs, « aux retraités qui n'arrivent plus à faire la jonction alors que la solidarité des générations repose sur eux ». Il parle de « l'accès aux soins pour tous », de la République, de la laïcité « un principe intangible », réclame « plus de citoyenneté » et « un Etat impartial ». « J'ai un cap, je le tiendrai jusqu'au bout » prévient-il. « Les Français doivent maintenant faire un choix de conscience et de confiance pour donner au changement toute sa réussite ». Avec les interventions de Patrick Allemand, d'Arnaud Montebourg et de Michel Vauzelle, le meeting a duré deux heures. A sa sortie,



Deux mille personnes sont venues soutenir François Hollande au Théâtre de Verdure hier.

(Photo Patrice Lapoirie)

François Hollande est assailli par ses supporters pour des photos.

Jean-Michel CHEVALIER

